

Zéro jour de carence pour tou·tes !

Alors que le Projet de Loi de Finance de la Sécurité Sociale débute ce lundi, nous apprenons ce week-end que le gouvernement envisage de s'attaquer aux droits sociaux des fonctionnaires et agent·es publics.

Au motif de réaliser des économies pour atteindre l'objectif, fixé à 60 milliards d'euros d'économies, par le 1er ministre, l'État, déjà mauvais employeur, veut encore dégrader les conditions d'exercice des agent·es, ce qui est simplement inacceptable !

Après le gel de la valeur du point d'indice qui a fait perdre du pouvoir d'achat et décrocher les salaires des fonctionnaires ; après la suppression de la GIPA, ce serait le passage de 1 à 3 jours de carence avec un maintien de salaire à 90% au lieu de 100% les 3 premiers mois.

Inadmissible !

Cette mesure ne ferait qu'aggraver les conditions de travail des fonctionnaires et va à rebours d'une politique de santé publique digne de ce nom.

Les fonctionnaires et agent·es publics ne doivent pas faire les frais d'une politique d'austérité consécutive à des années de cadeaux aux plus riches, notamment en termes de fiscalité.

Par ailleurs, si selon la Loi, ce sont bien 3 jours de carence qui sont appliqués dans secteur privé, très souvent, des accords collectifs imposent à l'employeur la prise en charge dès le 1er jour de ces jours de carence (sous certaines conditions, d'ancienneté ou de pathologie). Les salaires restent donc intacts pour celles et ceux qui sont en arrêt maladie. L'État ne doit pas continuer ainsi de discriminer ses agent·es et de contraindre les plus précaires à ne plus se soigner ou prendre soin d'elles et eux.

De plus, cette mesure contribuerait à dégrader, une fois de plus, l'attractivité des métiers de la fonction publique, dont celle d'enseignant·es et AESH, déjà bien malmenée !

Pour la la CGT-EP, la santé ne peut pas et ne doit pas être un poste d'économie. Pour la CGT-EP, il n'est pas entendable d'opposer les travailleur·euses (du public et du privé) et les mesures prises doivent l'être en généralisant les plus avantageuses !

Aussi, la CGT-EP revendique-t-elle 0 jour de carence pour tou·tes les salarié·es et s'opposera fermement à toute mesure ayant pour conséquence de détériorer les conditions de travail dans les entreprises et les services publics ! Les services publics sont une richesse et non un coût. La santé de tou·tes est un bien commun qu'il convient de préserver.

Une autre politique est possible. Il est urgent d'imposer d'autres choix.

Montreuil, le 28 octobre 2024